



Veille des Etats d'Europe centrale et balte

N° 9/2019

Du 20 au 31 mai 2019

Ensemble de la zone

POLITIQUE MONETAIRE

Taux d'intérêt (%)							
Zone euro		Rép. tchèque		Pologne		Hongrie	
Taux de refinancement au jour le jour*	0,00	Taux repo (de refinancement à 2 semaines)*	2,00	Taux de refinancement à 1 semaine*	1,50	Taux de facilité de dépôt à 3 mois*	0,90
Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,40	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	1,00	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	0,50	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,05
Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour	0,25	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	3,00	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	2,50	Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour et à une semaine	0,90
Réserves obligatoires	1,00	Réserves obligatoires	2,00	Réserves obligatoires	3,50	Réserves obligatoires	2,00

* Taux directeur

Sources : Banques centrales

Affaires européennes

- Le prix de l'électricité facturé aux ménages dans l'Union européenne a augmenté de 3,5% entre le deuxième semestre 2017 et le deuxième semestre 2018 et s'établit à 21,1 euros les 100kWh**, Eurostat le 21 mai. Le niveau des prix de l'électricité facturé aux ménages n'était néanmoins que de 0,1 euro supérieur à celui du deuxième semestre de 2015, l'ancien sommet du prix de l'électricité des dix dernières années. Le prix moyen le plus bas de l'électricité à usage domestique a été relevé au deuxième semestre 2018 en Bulgarie (10,1 euros les 100 kWh), en Lituanie (11,0 euros) ainsi qu'en Hongrie (11,2 euros), et le plus élevé au Danemark (31,2 euros), en Allemagne (30,0 euros) et en Belgique (29,4 euros). Entre le deuxième semestre 2017 et le deuxième semestre 2018, les plus fortes hausses du prix de l'électricité à usage domestique ont été relevées à Chypre (+19,6%), en Espagne (+13,8%), aux Pays-Bas (+9,7%), au Royaume-Uni (+8,6%), en Irlande (+7,8%) et en Estonie (+7,5%), alors que des plus fortes baisses ont été observées en Lettonie (-4,5%), en Pologne (-2,5%), en Allemagne (-1,6%) et en Lituanie (-0,9%). Lorsque les prix sont exprimés en standards de pouvoir d'achat (SPA) et en euros, le prix de l'électricité à usage domestique était le plus faible en Finlande (13,7 euros SPA les 100 kWh) et au Luxembourg (13,8), suivis par les Pays-Bas (15,2), Malte (15,7), la France (16,4), la Suède (16,5) et la Lituanie (17,3). Les prix les plus élevés exprimés en SPA ont été enregistrés au Portugal (28,2), en Allemagne (28,0), en Espagne (27,4), en Belgique (26,6), en Roumanie (26,3), à Chypre (24,5) et en Pologne (24,3).
- Le prix du gaz facturé aux ménages dans l'Union européenne a augmenté de 5,7% entre le deuxième semestre 2017 et le deuxième semestre 2018 et s'établit à 6,7 euros les 100 kWh**, Eurostat le 21 mai. Cependant, le niveau des prix du gaz à usage domestique reste inférieur de 0,5 euro par rapport au deuxième semestre de 2014, l'ancien sommet du prix du gaz des dix dernières années. Le prix moyen le plus bas du gaz à usage domestique a été relevé au deuxième semestre 2018 en Hongrie et en Roumanie (3,5 euros chacune), en Croatie (3,6 euros), en Lituanie (4,1 euros), en Estonie et au Luxembourg (4,3 euros chacun), en Bulgarie (4,4 euros), en Pologne et en Lettonie (4,5 euros chacune) ainsi qu'en Slovaquie (4,6 euros). Des prix du gaz au-dessus de 10 euros les 100 kWh ont été enregistrés en Suède (12,2 euros), suivie de l'Italie (9,5 euros), le Danemark (9,1 euros), l'Espagne (8,8 euros) et les Pays-Bas (8,6 euros). Entre le



deuxième semestre 2017 et le deuxième semestre 2018, le prix du gaz à usage domestique a augmenté dans la plupart des Etats membres de l'UE, les plus fortes hausses ont été relevées en Irlande (+17,3%), en Bulgarie (+16,5%), en Suède (+16,4%), en Roumanie (+16,3%) et en Lettonie (+14,5%). A l'inverse, des baisses ont été observées en Croatie (-2,5%), au Portugal (-1,9%), en Hongrie (-0,4%) et en Allemagne (-0,2%). Lorsque les prix sont exprimés en SPA et en euros, le prix du gaz à usage domestique était le plus faible au Luxembourg (3,5 SPA les 100 kWh), devant le Royaume-Uni (4,7), la Croatie et l'Estonie (5,6 chacune), ainsi que la Belgique et l'Allemagne (5,7 chacune). A l'opposé, les prix les plus élevés ont été observés en Suède (10,1), en Espagne (9,7), en Italie et au Portugal (9,6 chacun).

- **Les représentants des quatre Etats du Groupe de Visegrad (V4) ont signé mercredi 22 mai à Budapest une déclaration sur la construction de liaisons ferroviaires express entre les capitales des Etats du V4.** La construction et la modernisation des lignes ferroviaires devraient permettre la mise en place de trains circulant à 300 kilomètres heure d'ici à 2027 ; chacune des capitales du V4 seraient alors accessible en train en quatre heures de trajet au maximum.
- **Le classement de compétitivité internationale au titre de l'année 2019 a été publié mardi 28 mai par l'Institute for Management Development (IMD) basée à Lausanne.** Soixante-trois pays sont recensés dans ce classement établi, depuis 1989, sur la base de plus de 200 critères. Le tableau suivant présente la position de la France et des Etats d'Europe centrale et balte, où l'on observe quelques changements réels par rapport au classement de l'année 2018.

Rang 2019	Pays d'Europe centrale et balte	Evolution par rapport à 2018
29 ^{ème}	Lituanie	+ 3 places
31 ^{ème}	France	- 3 places
33 ^{ème}	République tchèque	- 4 places
35 ^{ème}	Estonie	- 4 places
37 ^{ème}	Slovénie	Inchangée
38 ^{ème}	Pologne	- 4 places
40 ^{ème}	Lettonie	Inchangée
47 ^{ème}	Hongrie	Inchangée
53 ^{ème}	Slovaquie	+ 2 places

Pologne

- **Le taux de chômage s'établit à 5,6% de la population active en avril 2019, son plus faible niveau depuis 1990,** Ministère du travail. Le taux de chômage est ainsi en recul de 0,3pp comparé au niveau atteint au mois de mars dernier. Le nombre des demandeurs d'emploi atteint 940 000 au 30 avril 2019, soit 45 000 de moins qu'en mars dernier. La Ministre du travail Elzbieta Rafalska table sur une poursuite de la baisse du chômage à 5,1% d'ici le mois de septembre prochain. Le taux de chômage calculé par le Ministère du travail polonais est néanmoins différent de celui calculé par Eurostat sur la base des critères du Bureau international (BIT) soit 3,4% de la population active en mars 2019.
- **Le ministère des Finances se félicite de la hausse du nombre de déclarations fiscales en ligne.** Le nombre des contribuables (personnes physiques et entrepreneurs individuels soumis au régime de l'impôt sur le revenu) qui ont transmis leur déclaration annuelle de revenu via Internet est proche des 16 millions cette année, un chiffre en hausse de 40% en l'espace d'une année. Le Ministère des Finances estime que la popularité croissante de l'outil Internet tient en particulier à la performance du nouvel outil mis à la disposition des contribuables par l'administration fiscale sous forme d'un "ePIT", soit une déclaration fiscale annuelle pré-remplie par les services fiscaux que les contribuables n'ont qu'à approuver. Le



communiqué du Ministère indique également que les services fiscaux ont réussi à mieux informer les contribuables grâce à 75 nouveaux centres d'informations localisés dans les galeries marchandes et via un service spécial Internet (podatki.gov.pl).

- **Le salaire mensuel moyen dans l'économie nationale a augmenté de 7% en termes nominaux en 2018 pour s'établir à 4585 PLN (1069 euros) bruts mensuels**, Bureau des Statistiques (GUS). A titre de comparaison, en 2017 le salaire moyen a augmenté de 5,4% en termes nominaux. Le salaire moyen mensuel dans le secteur privé (4 465,27 PLN/ 1041 euros) a augmenté en 2018 à un rythme plus rapide (+7,6%) que dans le secteur public, qui progressait de 6,5%, tout en étant plus élevé (5 114,40 PLN/ 1193 euros). Compte tenu de l'inflation, le pouvoir d'achat moyen a augmenté de 5,3%, soit plus rapidement qu'en 2017. Parmi les secteurs qui ont affiché en 2018 la croissance la plus rapide des salaires on notera le secteur minier (+10,6% en termes nominaux), la santé et les services sociaux (+10,1%), le BTP/génie civil (+8,1%), hôtellerie/restauration (+7,6%), les services de support pour les entreprises et l'industrie manufacturière (7,5% chacun). L'emploi dans l'économie nationale, qui atteint 8,99 millions de personnes au 31 décembre 2018 pour les entreprises de plus de 10 personnes, a augmenté de 2,6% en un an, soit un niveau inférieur à la croissance relevée en 2017 (+3,3%). La part des employés dans le secteur privé, à 68,9%, a augmenté de 2,8 point en l'espace de deux ans.
- **Le revenu disponible mensuel par habitant atteint 1693 PLN (395 euros) en 2018, soit une hausse de 6% par rapport à 2017**, GUS. Le Ministère de l'Entrepreneuriat et des Technologies estime que le revenu disponible des ménages a augmenté de 22% entre 2014 et 2018.
- **L'investissement des entreprises (de plus de 50 salariés) a augmenté de 12,2% en 2018, GUS et Ministère de l'Entrepreneuriat et des Technologies**. L'investissement (CBCF) des grandes entreprises a enregistré une hausse nettement supérieure à celle observée en 2017 (+3,4%). L'investissement effectué par les entreprises aux effectifs égaux ou supérieurs à 50 personnes représente près de 70% du total des investissements des entreprises et 40% du total de l'investissement réalisé dans l'économie polonaise. En 2018, l'investissement total, privé et public confondu, a augmenté de 8,7% en Pologne, après 4% en 2017.
- **Le résultat financier de la Banque centrale (NBP) a été nul en 2018**. Même si les opérations de change ont permis de dégager une recette de 3,6 milliards PLN (840 millions d'euros) et la gestion des réserves en devises a généré une recette de 3 milliards PLN (700 millions d'euros), le bénéfice de ces opérations a été effacé par les coûts induits tels que la constitution d'une réserve de change de 3,9 milliards PLN (910 millions d'euros), le coût de l'amortissement de 1,1 milliard PLN (257 millions d'euros) et le coût de la politique monétaire effectuée en 2018 pour 1,6 milliards PLN (373 millions d'euros). Par conséquent aucun versement au budget de l'Etat ne pourra être effectué par la Banque centrale pour l'année budgétaire 2019.
- **L'adhésion à l'UE en 2004 a permis à la Pologne de poursuivre le processus de convergence vers l'Europe de l'ouest**, déclaration du Ministre de l'investissement et du développement Jerzy Kwiecinski. En présentant le bilan des 15 ans de l'adhésion à l'UE, M. Kwiecinski a indiqué que le PIB par habitant polonais en parité de pouvoir d'achat, qui représentait en 2004 près de 50% de la moyenne de l'UE, a atteint 70% de la moyenne européenne en 2017. Le Ministre estime que le PIB par habitant pourrait atteindre 75% de la moyenne de l'UE dès 2020. M. Kwiecinski a également indiqué que sur le plan financier, le bilan des flux financiers est nettement positif pour la Pologne. Sur la période mai 2004 – mars 2019, le montant total de la contribution polonaise s'est élevé à 53,7 milliards d'euros et le montant total des fonds de l'UE encaissés par la Pologne s'est élevé à 163,7 milliards d'euros ; la Pologne est ainsi bénéficiaire nette du budget européen à hauteur de 110 milliards d'euros sur les quinze dernières années.
- **La Commission européenne révisé à la hausse sa prévision de croissance pour la Pologne**. Dans ses prévisions de printemps, la Commission européenne table sur une croissance de 4,2% en 2019 (contre 3,5% prévus en février dernier) et de 3,6% en 2020 (3,2% prévus en février dernier). La révision à la hausse des prévisions de croissance pour la Pologne est justifiée par la Commission par la vigueur de la demande interne et en particulier de la consommation des ménages qui sera soutenue par le nouveau paquet fiscal annoncé en mars dernier dont l'élargissement du programme "500 +" dès le 1er enfant sans condition de revu (à partir du 1er juillet 2019) et le versement d'une prestation de treizième mois pour les retraités (1100 PLN/ 260 euros bruts au 1er mai 2019). En conséquence, les prévisions concernant le niveau de déficit



public sont également revues à la hausse, la Commission tablant dorénavant sur un déficit équivalent à 1,6% du PIB en 2019 et à 1,4% du PIB en 2020 (contre 0,9% en 2019 et 1% en 2020 prévus en février dernier). La dette publique devrait chuter à 47,4% du PIB d'ici la fin de l'année 2020.

- **La croissance du PIB polonais atteint 4,6% au premier trimestre 2019**, estimation préliminaire du GUS. Le chiffre est légèrement supérieur aux consensus des prévisions (4,4%) mais inférieur par rapport au quatrième trimestre 2018 (4,9%). Les chiffres définitifs de la croissance au premier trimestre seront publiés le 31 mai prochain. Le PIB polonais s'est élevé à 2 115,7 milliards PLN (493,4 milliards d'euros) en 2018.
- **Le déficit du commerce extérieur polonais s'est résorbé au premier trimestre 2019, s'établissant à 260 millions d'euros, GUS.** A titre de comparaison, le déficit du commerce extérieur avait atteint 1,3 milliards d'euros au premier trimestre 2018. Sur la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2019, les exportations polonaises ont atteint 56,6 milliards d'euros (+7,6% en g.a) et les importations ont atteint 56,9 milliards d'euros (+5,4% en g.a).
- **L'inflation atteint 2,2% en rythme annuel en avril 2019, GUS.** L'inflation est principalement alimentée en avril dernier par le prix des transports (+4,8% en g.a.), de la hôtellerie / restauration (+3,8%) et des denrées alimentaires (+3,3% en g.a.). Le taux d'inflation atteint en avril son plus haut niveau au cours des huit derniers mois.
- **Les immatriculations de véhicules de tourisme neufs affichent une hausse de 4,2% en rythme annuel à 52 300 véhicules,** Association automobile polonaise Samar. Sur la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2019, le nombre de nouvelles immatriculations s'élève à 209 100 véhicules, en hausse de 1,8% en g.a.
- **Le Ministère de l'Entrepreneuriat et des Technologies ouvre un "Grand Livre Noir" contre les pratiques illégales en matière de travail détaché.** Le Ministère encourage les entreprises lui à communiquer toutes les barrières rencontrées sur les marchés des autres Etats membres de l'Union européenne. Les doléances recueillies permettront de rédiger un « Livre noir » sur les pratiques illégales dans l'emploi des travailleurs auxquelles s'ajouteront toutes les autres pratiques fermant les marchés aux entreprises polonaises et en contradiction avec les libertés fondamentales du droit de l'Union européenne (services, biens, personnes et capitaux) et l'anonymat sera préservé. Il s'agit en particulier de cibler les pratiques telles que les exigences additionnelles en matière de déclaration et d'enregistrement, les directives relatives à la qualité des produits, les prérequis linguistiques, les exigences additionnelles faisant suite aux activités des organisations syndicales, les frais et taxes supplémentaires, les amendes excessivement élevées pour les sociétés étrangères ; la durée excessive des contrôles. Un listing des pratiques illicites pourrait servir au gouvernement, d'après le Ministre Jadwiga Emilewicz, à présenter des exemples concrets dans le dialogue avec la Commission européenne et en conséquence à mieux protéger les entreprises polonaises. Madame Emilewicz considère que libéraliser le marché européen des services pourrait en outre renforcer la compétitivité de l'économie de l'UE face à des géants tels que la Chine ou les Etats-Unis.
- **Entreprises.** Le groupe PSA annonce son projet de lancer la production des grands fourgons en Pologne. PSA va produire d'ici fin 2021 des grands fourgons dans son usine de Gliwice (Silésie), jusqu'ici dédié à la fabrication de la berline Astra, qui sera adaptée à la production d'utilitaires afin de répondre aux besoins de capacités supplémentaires dus à l'adaptation des marques Opel et Vauxhall à ses plates-formes. Le communiqué précisé que le projet de la transformation de l'usine de Gliwice, l'un des sites d'Opel-Vauxhall acquis lors du rachat de la filiale européenne de General Motors, vise à une capacité de production de l'usine à 100 000 fourgons. Le montant de l'investissement n'a pas été communiqué, la presse polonaise évalue le projet à 200 à 250 millions d'euros et indique qu'il permettra de spécialiser l'industrie automobile en Pologne dans les camionnettes et utilitaires, les sites polonais de VW étant aussi spécialisés dans ce genre de véhicules (VW Września dans le modèle Crafter, VW Antoninek Poznań dans les modèles Caddy et Transporter).

Hongrie

- **La dette publique de la Hongrie au sens de Maastricht s'établit à 70,1% du PIB au 31 mars 2019 à 29 382 milliards HUF (90,05 milliards d'euros),** Banque centrale de Hongrie (MNB) le 20 mai. Le ratio



dette publique/PIB est en recul constant en Hongrie, alors qu'il s'établissait à 70,8% au 31 décembre 2018 et à 73,7% au 31 mars 2018. La Constitution hongroise prévoit que le ratio dette publique/PIB doit reculer constamment d'années en années jusqu'à s'établir en-dessous de 50% du PIB.

- **Le déficit budgétaire de la Hongrie atteint 39 milliards HUF (119,5 millions d'euros) sur la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2019, soit 3,9% du niveau cible pour l'ensemble de l'année 2019**, Ministère des finances le 21 mai. Les dépenses publiques totales ont atteint 4707 milliards HUF (14,41 milliards d'euros) et les recettes publiques totales 4667 milliards HUF (14,29 milliards d'euros) depuis le 1^{er} janvier 2019. Comparé aux quatre premiers mois de l'année 2018, le déficit budgétaire de la Hongrie est en baisse de 96,4% et cette baisse extrêmement rapide peut être imputée à l'absorption rapide des fonds européens. Sur le seul mois d'avril 2019, l'excédent budgétaire atteint 102,9 milliards HUF (315 millions d'euros), alors qu'en avril 2018 un déficit budgétaire à hauteur de 209,4 milliards HUF (641,2 millions d'euros) avait été observé. Le Ministère des finances table sur un déficit budgétaire de 998,4 milliards HUF (3,06 milliards d'euros), soit 1,8% du PIB sur l'ensemble de l'année 2019.
- **La croissance du PIB hongrois devrait atteindre 3,9% en 2019 et 3% en 2020**, prévisions de printemps de l'OCDE publiées le 21 mai. Les principaux moteurs de la croissance devraient rester les dépenses de consommation finale des ménages (+4,6% en 2019, +4% en 2020) et l'investissement (+10,2% en 2019, +4,3% en 2020) grâce à l'absorption rapide des fonds européens. Les exportations nettes devraient pénaliser la croissance à hauteur de 0,2pp en 2019 et 0,5pp en 2020. L'OCDE recommande à la Hongrie de prendre des mesures en vue de se constituer des réserves contra-cycliques, de réduire la pauvreté des retraités et de garantir la pérennité du système de santé et des retraites sur le long terme. La prévision de croissance 2019 de l'OCDE est légèrement moins optimiste que celle du gouvernement hongrois qui table sur 4% ; l'objectif de long terme du gouvernement hongrois étant une croissance supérieure de 2pp à la moyenne de l'Union européenne. La croissance du PIB hongrois a atteint 5,2% en rythme annuel au premier trimestre 2019 et figure parmi les trois pays européens avec le taux de croissance le plus rapide.
- **La Hongrie comptait 261 500 chômeurs au 30 avril 2019**, Bureau du travail hongrois (NFSZ) le 23 mai. Parmi eux, quelques 68 900 chômeurs (soit 26,4% de tous les chômeurs) étaient à la recherche d'un emploi depuis plus de douze mois, une part en recul de 4,2pp comparé à avril 2018. 55,3% des chômeurs (soit 144700 personnes) bénéficient en avril 2019 d'une compensation financière au titre du chômage. Eurostat estime le taux de chômage sur les critères du BIT (servant de référence aux comparaisons internationales) à 3,4% de la population active en février 2019 (communiqué du 30 avril 2019).
- **La formation brute de capital fixe (FBCF) de l'économie hongroise a représenté 6 812 milliards HUF (20,86 milliards d'euros) en 2018, en hausse de 24,4% par rapport au niveau atteint en 2017**, KSH le 27 mai. Le ratio FBCF/PIB atteint 20,2% en Hongrie en 2018, en hausse de 2,3pp par rapport au niveau atteint en 2017 mais néanmoins en-dessous du ratio record de 21,4% atteint en 2000. KSH estime que la hausse rapide des investissements observée depuis 2017 est imputable à la croissance rapide du secteur de l'immobilier, la reprise économique marquée dans l'UE et l'absorption rapide des fonds européens.
- **7% des salariés hongrois occupaient un emploi en CDD en 2018**, KSH le 28 mai. La part des salariés hongrois en CDD est deux fois inférieure à la moyenne de l'Union européenne et à tous les autres Etats du groupe de Visegrad, alors que cette part atteint 8% en République tchèque et en Slovaquie et 24% en Pologne.
- **Le taux de chômage atteint 3,5% de la population active (15-74 ans) et la Hongrie comptait 162 500 chômeurs sur la période du 1^{er} février au 30 avril 2019**, KSH le 29 mai. Le taux de chômage est ainsi en recul de 0,3pp sur un an et le nombre de chômeurs en Hongrie a chuté de 8,2%. Le taux de chômage atteint 10,8% pour les 15-24 ans, 3,1% pour les 25-54 ans et 2,2% pour les 55-74 ans. Le taux d'emploi des 15-74 ans atteint 60,5% (en hausse de 0,8pp sur un an). La durée moyenne du chômage est de quatorze mois et 36,8% des chômeurs étaient à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an. L'estimation du chômage par KSH est conforme à celle d'Eurostat, calculée sur la base des critères du bureau international



du travail (BIT) et servant aux comparaisons internationales, qui estime le taux de chômage à 3,4% en Hongrie en février 2019 (communiqué du 30 avril 2019). Dans le même temps, quelques 115 400 hongrois travaillaient à l'étranger en février-avril 2019, un chiffre en hausse de 18,8% en l'espace d'un an.

- **Le salaire moyen s'établit à 367 200 HUF (1129 euros) bruts mensuels en mars 2019, soit une hausse de 10,2% en rythme annuel en termes nominaux**, KSH le 30 mai. En termes nets, le salaire moyen s'établit à 244 200 HUF (751 euros) mensuels, soit une hausse de 10,2% en termes nominaux et de 6,5% en termes réels en g.a (l'inflation atteignant 3,7% en rythme annuel en mars 2019). Le salaire moyen s'établit en mars 2019 à 385 100 HUF (1184 euros) bruts mensuels pour les hommes et 320 000 HUF (984 euros) bruts mensuels pour les femmes. Les salaires les plus élevés étaient enregistrés dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (671 200 HUF/ 2064 euros bruts mensuels) et les plus faibles dans le secteur de l'hôtellerie-restauration (235 300 HUF/ 724 euros bruts mensuels). Les salaires enregistrent en Hongrie une croissance ininterrompue depuis 75 mois et le Ministère des finances table sur une croissance des salaires de 10% en termes nominaux et de 6,6% en termes réels sur l'ensemble de l'année 2019.
- **Le volume des investissements dans l'économie hongroise (FBCF) atteint 1687,6 milliards HUF (5,19 milliards d'euros) au premier trimestre 2019, soit une hausse de 26,4% en g.a**, KSH le 30 mai. La hausse du volume des investissements atteint respectivement 32,4% pour le secteur de la construction, 20,5% pour le secteur des machines, 32,6% pour l'industrie manufacturière, 9,5% pour le secteur immobilier et 62,4% pour le secteur de la logistique. La croissance atteint 38% pour les investissements dans le secteur privé et 27,3% pour les investissements dans le secteur public (facilité par l'absorption des fonds européens).

République tchèque

- **190 000 retraités tchèques vivent actuellement sous le seuil de pauvreté avec une pension de retraite inférieure à 10 000 CZK (388 euros) bruts mensuels**, Office tchèque de sécurité sociale le 20 mai. Près de 60 000 retraités tchèques doivent vivre avec une pension de retraite inférieure à 8 000 CZK (310 euros) bruts mensuels ; la pension de retraite minimale garantie était de 3470 CZK (134,50 euros) bruts mensuels. La pension de retraite moyenne en République tchèque s'établissait à 13 377 CZK (519 euros) bruts mensuels en 2018, respectivement 14 697 CZK (570 euros) pour les hommes et 12 182 CZK (473 euros) pour les femmes. Pour rappel, le seuil de pauvreté pour l'ensemble de la population était fixé à 11 963 CZK (464 euros) bruts mensuels en 2018, il devrait connaître une augmentation en 2019.
- **Le Ministère des finances tchèques a présenté lundi 20 mai le budget pour l'année 2020 et celui-ci table sur un déficit de 40 milliards PLN (1,55 milliards d'euros)**. Les dépenses publiques totales devraient atteindre 1594 milliards CZK (61,84 milliards d'euros) et les recettes publiques 1554 milliards CZK (60,29 milliards d'euros). Le budget pour l'année 2020 prévoit une revalorisation des retraites à hauteur de 900 CZK (35 euros) bruts mensuels ainsi qu'une hausse des salaires dans la fonction publique dont le montant reste à déterminer (les prochaines négociations entre le gouvernement et les syndicats auront lieu le 27 mai). En 2020, le montant total des investissements devrait atteindre 135 milliards CZK (5,24 milliards d'euros), soit une hausse de 10,4% par rapport à 2019.
- **La croissance du PIB tchèque devrait atteindre 2,6% en 2019 et 2,5% en 2020**, prévisions de l'OCDE publiées le 21 mai. L'OCDE a ainsi revu sa prévision de croissance à la baisse de 0,1pp pour 2019 comme pour 2020 par rapport aux prévisions d'automne publiées en novembre 2018. Cette légère révision à la baisse de la croissance s'explique par une demande externe moins soutenue, soit principalement par le ralentissement économique qui s'installe en Allemagne, premier partenaire économique de la République tchèque. Les finances publiques du pays devraient rester assainies avec un excédent public à hauteur de 0,5% du PIB en 2019 comme en 2020 et la dette publique devrait passer sous le seuil des 30% du PIB en 2020 (contre 32,7% fin 2018). L'inflation devrait être au cours des deux années à venir proche de la cible de 2% par an fixée par la Banque centrale tchèque (CNB). Le taux de chômage devrait se maintenir à son



niveau historiquement faible de 2%, que l'OCDE estime comme défavorable pour le pays avec une population vieillissante. Les premières estimations publiées par l'Office statistique (CSU) le 31 mai font état d'une croissance de 2,6% au premier trimestre 2019, tirée principalement par la demande interne (dépenses de consommation finale des ménages et investissement).

- **Un tchèque sur cinq considère l'appartenance de son pays à l'Union européenne comme avantageuse économiquement et près de trois quarts de la population se déclare satisfaite de la possibilité de bénéficier des subventions de l'Union européenne**, résultats d'une étude menée par les cabinets de conseil *Behavio* et *STEM* publiés le 23 mai. 56% des tchèques se déclarent favorable à l'appartenance à l'Union européenne, en revanche seulement 18% de la population soutiennent l'adoption de l'euro. L'agence *STEM* affirme que la Présidence tchèque de l'UE en 2009 a eu un impact positif sur la manière d'envisager l'avenir de l'Union. L'appartenance à l'UE est pour la plupart des tchèques est avantage économique : plus de 80% des personnes interrogées estiment qu'appartenir à l'Union européenne est au moins légèrement avantageux économiquement et 29% y voient un avantage incontestable.
- **Le gouvernement tchèque a approuvé lundi 27 mai un projet de loi sur l'augmentation des taxes sur le tabac, l'alcool et certains jeux de hasard**. Avec cette augmentation des taxes d'environ 10%, le prix d'un paquet de cigarette devrait augmenter d'environ 12 à 13 CZK (0,50 euro) à partir du 1^{er} janvier 2020. Le Ministère des finances estime que cette mesure devrait rapporter près de 10 milliards CZK (387 millions d'euros) aux caisses de l'Etat tchèque, elle devra être encore approuvée par le Parlement avant d'entrer en vigueur.
- **Le prix moyen de l'immobilier à l'achat à Prague atteint 104 666 CZK (4079 euros) le mètre-carré au 31 mars 2019**, *Skanska Reality* and *Central Group* le 30 mai. Les prix de l'immobilier à l'achat ont ainsi augmenté de 88% en trois ans à Prague, alors que le prix moyen du mètre-carré à l'achat n'était que de 60 517 CZK (2709 euros) le 31 mars 2016. La Banque centrale de tchèque (CNB) anticipe néanmoins un ralentissement de la hausse des prix de l'immobilier dans les mois à venir. La hausse des prix des logements en République tchèque atteint 9,9% en rythme annuel au quatrième trimestre 2018, une hausse nettement supérieure à la moyenne de l'UE (4,2%, communiqué d'Eurostat du 11 avril 2019).

Slovaquie

- **Le taux de chômage s'établit à 4,9% de la population active et la Slovaquie comptait 135 000 chômeurs au 30 avril 2019**, Bureau du travail slovaque (UPSVR) le 21 mai. Au cours des douze derniers mois, le nombre de chômeurs en Slovaquie a diminué de 15 000. On notera néanmoins que le taux de chômage calculé par le Bureau du travail diffère légèrement de celui calculé par Eurostat sur les critères du Bureau international du travail (BIT) et servant aux comparaisons internationales ; Eurostat estime le taux de chômage à 5,7% en mars 2019 (Communiqué du 30 avril 2019). La baisse rapide du taux de chômage observée en Slovaquie au cours des derniers mois s'explique en partie par le vieillissement démographique du pays et le départ à la retraite des générations du « baby-boom » des années 1950. En dépit de cette baisse continue du taux de chômage, le montant total des primes versées en compensation du chômage atteint 179 millions d'euros en 2018 (contre 163 millions d'euros en 2017), soit le montant le plus élevé atteint au cours des dix dernières années.
- **Les entreprises du secteur de la construction tablent sur une hausse de leurs chiffres d'affaires en 2019 à hauteur de 3,9% pour les petites entreprises et de 1,1% pour les grandes entreprises**, résultats d'un sondage du cabinet de Conseil CEEC publiés le 21 mai. Les chefs d'entreprises du secteur de la construction anticipent une hausse de leurs chiffres d'affaires de seulement 1% en 2020. Pour rappel, le chiffre d'affaires global du secteur de la construction avait enregistré une croissance de 8,4% en 2018. Le ralentissement à anticiper s'explique par le ralentissement économique global et la pénurie de main d'œuvre grandissante dans le pays. 58% des entrepreneurs slovaques dans le secteur de la construction estiment que le niveau de corruption est le même qu'en République tchèque voisine et 39% qu'il est pire.



- **Le nombre de bars et restaurants à travers la Slovaquie a augmenté de 4 500 en 2010 à 8 100 en 2018**, *Bisnode* le 29 mai. Le plus grand nombre de restaurants ayant été ouverts a été observé en 2012 (742) et en 2013 (958), avant d'enregistrer un nombre croissant de fermetures depuis 2014. Cette hausse du nombre de fermetures de restaurants serait imputable à la pénurie de main d'œuvre ; celle-ci résulte principalement du problème des bas salaires pour les cuisiniers en Slovaquie, dont le salaire moyen se situe entre 700 et 750 euros bruts mensuels en 2018.
- **Le salaire moyen dans l'économie slovaque s'établit à 1101 euros bruts mensuels au quatrième trimestre 2018**, Office statistique slovaque (SU) le 30 mai. Les salaires les plus élevés étaient ceux des juges (3902 euros bruts mensuels), les managers dont le secteur de la finance (3837 euros) et les chefs d'entreprises (3488 euros). Le salaire moyen des médecins s'établissait à 2163 euros bruts mensuels. SU note que les salaires les plus faibles ont tendance à croître plus rapidement que les salaires les plus élevés, venant réduire les inégalités de revenus, déjà assez modérées en Slovaquie (indice de Gini à 0,244 en 2016, soit le deuxième plus faible en Europe centrale et balte après la Slovénie). La croissance des salaires dépasse néanmoins celle de la productivité du travail depuis 2013.
- **La croissance de l'économie slovaque devrait atteindre 3,5% en 2019**, Association des banques slovaques le 31 mai. La prévision de croissance a été légèrement revue à la hausse, alors que l'Association des banques tablait en avril dernier sur une croissance de 3,4% en 2019, mais reste en-dessous des 4,1% atteint en 2018. Le rythme de croissance devrait encore ralentir à 3,2% en 2020. L'inflation devrait rester sous contrôle à 2,4% en 2020.
- **La hausse des prix de l'immobilier résidentiel atteint 5,7% en rythme annuel au premier trimestre 2019**, SU le 31 mai. Le rythme de hausse des prix de l'immobilier résidentiel ralentit donc en Slovaquie puisque la hausse avait atteint 6,8% en rythme annuel au quatrième trimestre 2018.

Slovénie

- **L'OCDE a revu à la baisse mardi 21 mai sa prévision de croissance du PIB 2019 pour la Slovénie, à 3,4%**. En novembre 2018, l'OCDE tablait sur une croissance de 3,6% pour l'année 2019. En revanche, l'économie slovène devrait croître de 3,1% en 2020 (+0,4pp par rapport à novembre dernier). Les dépenses de consommation finales des ménages devraient augmenter de 3% en 2019 et de 3,1% en 2020, l'investissement devrait enregistrer une hausse de 8% en 2019 et de 7,2% en 2020.
- **L'indice de confiance des ménages a chuté de 6 points entre mai 2018 et mai 2019 mais reste néanmoins supérieur de 12 points à sa moyenne de long terme**, Office statistique slovène le 23 mai. La baisse est imputable à hauteur de 3 points aux anticipations défavorables des ménages sur leurs situations financières et à hauteur de 2 points sur la situation de leur épargne. L'indice de confiance des ménages est resté à un niveau stable entre avril et mai 2019.
- **Le profit net cumulé total du secteur bancaire atteint 130,2 millions d'euros sur la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2019, soit une hausse de 1,1% en rythme annuel**, Banque de Slovénie le 28 mai. Le bénéfice cumulé des banques avant impôts atteint sur cette même période 149,5 millions d'euros, soit une progression de 4,8% par rapport au premier trimestre 2018. Les actifs totaux cumulés des banques atteignent 39,5 milliards d'euros au 31 mars 2019, soit une hausse de 4,8% sur un an.
- **Le taux de chômage s'établit à 4,8% au premier trimestre 2019 et la Slovénie compte environ 50 000 demandeurs d'emplois**, Bureau du travail le 30 mai. Le taux de chômage est ainsi en recul de 1,1pp sur un an et de 0,5pp comparé au quatrième trimestre 2018. Le nombre de demandeurs d'emplois a diminué de 18,3% par rapport au premier trimestre 2018 (la baisse atteint respectivement 20,9% pour les hommes et 15,9% pour les femmes). 23 000 chômeurs étaient à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an au premier trimestre 2019, un chiffre en baisse de 18,3% comparé au premier trimestre 2018. Le nombre de personnes occupées atteint 978 000 au premier trimestre 2019, en hausse de 1,5% sur un an. Parmi les 837 000 employés que compte la Slovénie, 720 000 travaillaient en CDI et 117 000 en CDD. Le taux de chômage calculé par le Bureau du travail slovène est légèrement supérieur à celui calculé par Eurostat sur les critères du BIT, estimé à 4,4% en mars 2019 (Communiqué d'Eurostat du 30 avril 2019).



ETATS BALTES

Estonie

- **Le taux de chômage s'établit à 4,7% de la population active et l'Estonie comptait quelques 32 400 chômeurs au premier trimestre 2019**, Office statistique estonien le 20 mai. Au cours des douze derniers mois, le nombre de chômeurs en Estonie a diminué de 15 000, soit une baisse de 2,1pp. Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans s'établit à 7,4% de la population au premier trimestre 2019, soit un net recul de 4,5pp comparé au premier trimestre 2018. Le taux d'emploi de la population atteint 67,5% et le taux de participation atteint 70,8% au premier trimestre 2019 ; ainsi le nombre de personnes occupées en Estonie se chiffre à 661 800.
- **La croissance du PIB estonien devrait atteindre 3,2% en 2019 et 2,8% en 2020**, prévisions de printemps de l'OCDE publiées le 21 mai. L'inflation devrait rester largement sous contrôle à 1,7% en 2019 et 2,3% en 2020 et le taux de chômage devrait rester stable autour de 5,3% au cours des deux années à venir.
- **Les prix à la production industrielle ont augmenté de 1,6% en rythme annuel en avril 2019**, Office statistique estonien le 20 mai. La hausse des prix à la production industrielle a été tirée par les prix de l'énergie (+7% en g.a), l'exploitation des minerais et carrières (+5,2%), tandis que les prix dans l'industrie manufacturière n'ont augmenté que de 0,5% et que les prix du traitement des eaux sont restés stables. La hausse des prix atteint respectivement 2% pour les produits exportés et 1,5% pour les produits importés. Comparé au mois de mars 2019, la hausse des prix à la production industrielle atteint 0,7% en avril dernier ; la hausse atteint 2,5% pour les prix de l'énergie et 0,6% pour l'industrie manufacturière, les prix du traitement des eaux sont restés inchangés et les prix de l'exploitation des minerais et carrières ont baissé de 0,8%.
- **Le chiffre d'affaire du secteur de la construction atteint 581 millions d'euros au premier trimestre 2019, soit une hausse de 2% en rythme annuel**, Office statistique estonien le 24 mai. Le chiffre d'affaire atteint respectivement 459 millions pour la construction des immeubles (+2% en g.a) et 122 millions d'euros pour l'ingénierie civile (+3% en g.a). Le secteur de la construction traverse donc actuellement une période de net ralentissement après une croissance de 15,4% en rythme annuel observée au quatrième trimestre 2018.
- **La croissance des salaires atteint 7,9% en termes nominaux en rythme annuel au premier trimestre 2018 et le salaire moyen s'établit à 1341 euros bruts mensuels**, Office statistique estonien le 29 mai. Le salaire moyen s'établit respectivement à 1309 euros en janvier, 1317 euros en février et 1396 euros en mars 2019. Le rythme de croissance des salaires en termes nominaux a ainsi légèrement ralenti puisqu'il avait atteint 8,9% au quatrième trimestre 2018. Depuis 2017, la croissance des salaires est plus rapide dans la fonction publique que dans le secteur privé. Compte tenu de l'inflation, qui atteint 2,4% en g.a au premier trimestre 2019, la croissance des salaires atteint 5,5% en termes réels (contre 5,2% au quatrième trimestre 2018), une croissance ininterrompue depuis le deuxième trimestre 2011 en Estonie. Au premier trimestre 2019, les salaires les plus élevés étaient enregistrés dans les secteurs de la finance et des assurances (2411 euros bruts mensuels), de l'énergie (2264 euros), des technologies de l'information et de la communication (2195 euros) et de l'exploitation des minerais et carrières (1667 euros), à l'opposé les salaires les plus faibles ont été observés dans les secteurs de l'hôtellerie restauration (859 euros), de l'immobilier (1012 euros), de la culture (1102 euros) et de l'agriculture (1121 euros). D'un point de vue géographique, les salaires les plus élevés étaient enregistrés dans les provinces de Harju (1469 euros) et de Tartu (1325 euros), les plus faibles dans les provinces de Hiiu (950 euros), de Jõgeva (976 euros) et de Valga (996 euros). Le coût moyen du travail s'établit à 1798 euros mensuels et 11,60 euros de l'heure ; le salaire moyen dans l'économie estonienne était de 7,90 euros bruts de l'heure au premier trimestre 2019 (+7% en un an). Nombreux sont les économistes estoniens à anticiper une poursuite de la pression sur les salaires dans un futur prévisible et la croissance des salaires devrait avoisiner 7% sur l'ensemble de l'année 2019. Néanmoins, cette croissance soutenue des salaires ne se traduit pas systématiquement par une tendance accrue à l'épargne ; Swedbank estime que 51% des ménages estoniens réussissent à se constituer une



épargne, parmi ceux-ci 40% ont une épargne globale inférieure à 1000 euros et 20% d'entre eux même inférieure à 100 euros.

- **Le chiffre d'affaire total cumulé des entreprises en Estonie atteint 14,8 milliards d'euros au premier trimestre 2019, soit une hausse de 7% en g.a.**, Office statistique estonien le 30 mai. La croissance du chiffre d'affaire a été tirée principalement par les entreprises de l'industrie manufacturière et du commerce de détail (+6% en g.a chacun). Les dépenses totales des entreprises ont augmenté de 8% (dont 10% pour les coûts du travail). La productivité du travail par salarié atteint 31800 euros sur le premier trimestre 2019, soit une hausse de 4% par rapport au premier trimestre 2018. Les investissements totaux des entreprises ont atteint 756 millions d'euros sur le premier trimestre 2019, en hausse de 33% en g.a.
- **La croissance du PIB estonien atteint 4,5% au premier trimestre 2019**, Office statistique estonien le 31 mai. Les secteurs ayant contribué le plus à la croissance sont l'industrie manufacturière (+1,5pp), les TIC, les activités de recherche scientifique et le commerce de détail (+0,6pp chacun), l'agriculture et les transports (+0,5pp chacun) ; à l'opposé les secteurs de l'énergie (-0,9pp), de l'immobilier et de l'administration (-0,2pp chacun) et de l'hôtellerie-restauration (-0,1pp) ont pénalisé la croissance. La demande domestique a enregistré une croissance de 4,6% au premier trimestre 2019 (respectivement +20,4% pour l'investissement et +2,8% pour les dépenses de consommation finale des ménages). La productivité du travail a enregistré une croissance de 3,3%.

Lettonie

- **La croissance de l'économie lettone devrait atteindre 2,7% en 2019 comme en 2020**, prévisions de printemps de l'OCDE publiées le 21 mai. La croissance devrait rester tirée par les dépenses de consommation finale des ménages et le rôle moteur de l'absorption des fonds européens. L'inflation devrait rester sous contrôle à 2,6% en 2019 et 2,5% en 2020. Le taux de chômage devrait continuer à reculer de 7,4% en 2018 à 7% en 2019 puis 6,8% en 2020. L'OCDE insiste ainsi sur la nécessité de lutter contre l'économie grise et le blanchiment d'argent.
- **Le taux de chômage atteint 6,9% de la population active et la Lettonie comptait 66 900 chômeurs au premier trimestre 2019**, Bureau des statistiques letton (CSB) le 23 mai. Comparé au premier trimestre 2018, le taux de chômage a reculé de 1,3pp et la Lettonie compte 13 100 chômeurs en moins. Au premier trimestre 2019, 43,7% des chômeurs étaient au chômage depuis plus d'un an (contre seulement 39,4% un an auparavant). Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans s'établit à 13,5% (-1,2pp par rapport au premier trimestre 2018 et +1,5pp par rapport au quatrième trimestre 2018). Eurostat estime le taux de chômage sur la base des critères du BIT à 7,1% de la population active en Lettonie en mars 2019, soit le plus fort taux parmi les pays d'Europe centrale et balte. A titre de comparaison, le taux de chômage atteignait 4,6% en Estonie et 5,8% en Lituanie voisines et 6,4% dans l'Union européenne à 28.
- **Le taux d'emploi des 15-74 ans en Lettonie s'établit à 64,4% et la Lettonie comptait 903 600 personnes actives au premier trimestre 2019**, CSB le 23 mai. Le taux d'emploi de 15-74 ans est ainsi en hausse de 0,9pp comparé au premier trimestre 2018 et en recul de 0,3pp par rapport au quatrième trimestre 2018. Le taux d'emploi des 15-74 ans reste néanmoins inférieur à ceux observés au premier trimestre 2019 en Estonie (67,5%) et en Lituanie (64,2%) voisines. Au premier trimestre 2019, 29% des travailleurs lettons percevaient un salaire net mensuel inférieur à 450 euros, 34,8% un salaire compris entre 450,01 et 700 euros, 26,4% un salaire entre 700,01 et 1400 euros et 4,4% un salaire supérieur à 1400 euros nets. CSB ne disposait pas de données pour 5,4% des travailleurs lettons et 15,3% des travailleurs percevaient un salaire inférieur ou égal au salaire minimum (fixé actuellement à 430 euros bruts mensuels).
- **Les prix à la production industrielle ont augmenté de 3,8% en g.a en avril 2019**, CSB le 23 mai. La hausse des prix atteint respectivement 6% pour les produits destinés au marché domestique et 1,8% pour les produits destinés à l'exportation. Les plus fortes hausses des prix ont été observées pour le traitement des eaux (+11,5%) et l'énergie (+8%), tandis que la hausse des prix de l'exploitation des minerais et carrières n'a atteint que 3,4% et celle des produits manufacturés n'a atteint que 2,6%. Entre mars et avril 2019, les prix à la production industrielle ont augmenté de 0,4% (respectivement 0,6% pour les produits destinés au marché domestique et 0,2% pour les produits destinés à l'exportation). La hausse des prix de



l'énergie atteint 0,5%, celle des produits manufacturés 0,4%, tandis que le prix de l'exploitation des minerais et carrières a chuté de 0,3% et celui du traitement des eaux de 0,6%.

- **Le salaire moyen s'établit à 1036 euros bruts mensuels au premier trimestre 2019, soit une hausse de 7,8% en rythme annuel en termes nominaux**, CSB le 27 mai. Le salaire moyen atteint respectivement 1038 euros bruts mensuels dans le secteur privé (+8,4% en g.a en termes nominaux) et 1035 euros dans la fonction publique (+6,8% en g.a en termes nominaux). Les salaires les plus élevés ont été enregistrés dans les secteurs de la finance et des assurances (2172 euros bruts mensuels), des technologies de l'information et de la communication (1695 euros) et de l'énergie (1277 euros) ; les plus faibles dans les secteurs de la restauration (723 euros) et de l'éducation (816 euros). Les plus fortes hausses de salaires ont été enregistrées dans les secteurs de l'administration (+13% en g.a en termes nominaux), de la santé (+12,3%), de la construction (+11,6%), du traitement des eaux (+11,5%), de l'immobilier (+11,2%). En termes nets, le salaire moyen s'établit à 768 euros mensuels (+7,6%) ; compte tenu de l'inflation qui se chiffre à 2,9% en rythme annuel au premier trimestre 2019, le gain de pouvoir d'achat pour la population a été de 4,7%. Le salaire médian s'établit à 799 euros bruts mensuels (592 euros nets) au premier trimestre 2019, soit une hausse de 7,1%. D'un point de vue géographique, les salaires les plus élevés ont été enregistrés dans la région capitale de Riga (1165 euros bruts mensuels, +7,2% en g.a) et les plus faibles dans les provinces de Vidzeme (820 euros bruts mensuels, +7,8%) et de Latgale (716 euros bruts mensuels, +7,6%). On rappellera que la croissance des salaires a été obtenue au premier trimestre 2019 sans aucune revalorisation du salaire minimum au premier janvier, qui est resté fixé à 430 euros bruts mensuels soit le plus faible des Etats baltes (540 euros en Estonie, 555 euros en Lituanie voisines).
- **La hausse des coûts dans le secteur de la construction atteint 4,2% en rythme annuel en avril 2019**, CSB le 30 mai. La hausse des coûts atteint respectivement 8,1% pour la rémunération des salariés et 3,2% pour les matériaux et l'entretien des machines et équipements. Comparé au mois de mars 2019, les coûts dans le secteur de la construction ont augmenté de 0,2% en avril dernier ; les coûts liés à la rémunération des employés ont augmenté de 1,3% et ceux liés aux matériaux et à l'entretien des machines et équipements ont baissé de 0,1%.
- **Le volume des ventes du commerce de détail a enregistré une croissance de 7% en g.a en avril 2019**, CSB le 30 mai. La croissance atteint respectivement 6,7% pour les produits alimentaires, 8,1% pour les produits non-alimentaires et 4,7% pour le carburant. Comparé au volume des ventes atteint en mars 2019, le volume des ventes du commerce de détail a enregistré une croissance de 0,9% en avril dernier ; la croissance a atteint respectivement 3,1% pour les produits alimentaires, 0,6% pour le carburant tandis que le volume des ventes de produits a chuté de 0,7%.

Lituanie

- **La croissance du PIB lituanien devrait atteindre 2,9% en 2019 et 2,5% en 2020**, prévisions de printemps de l'OCDE publiées le 21 mai. L'inflation devrait rester sous contrôle à 2,2% en 2019 comme en 2020 et le taux de chômage devrait rester stable autour de 5,8% au cours des deux années à venir.
- **Le chiffre d'affaire du secteur de la construction atteint 535,1 millions d'euros sur l'ensemble du premier trimestre 2019 en Lituanie, soit une progression de 18,6% en rythme annuel**, Office statistique lituanien le 23 mai. Le chiffre d'affaires a atteint respectivement 166,7 millions d'euros pour l'ingénierie civile, 258,4 millions d'euros pour l'immobilier non résidentiel et 110 millions d'euros pour l'immobilier résidentiel. La croissance atteint 19,9% en g.a pour les constructions d'immeubles (respectivement 14,6% pour l'immobilier résidentiels et 22,5% pour l'immobilier non résidentiel) et 15,9% pour l'ingénierie civile. Comparé au quatrième trimestre 2018, le chiffre d'affaire du secteur de la construction a enregistré une hausse de 14% en prenant en considérations les variations saisonnières.
- **La croissance des salaires atteint 9,4% en termes nominaux et bruts en rythme annuel au premier trimestre 2019**, Swedbank le 28 mai. La croissance des salaires en termes bruts atteint respectivement 14,3% en rythme annuel dans la fonction publique et 7,4% dans le secteur privé. En considérant l'impact de la réforme fiscale entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2019, la croissance des salaires en termes nets atteint 14,6% en termes nominaux et 12,2% en termes réels au premier trimestre 2019. La croissance des salaires



nets réels a été tirée principalement par les secteurs de la santé (+18,6% en rythme annuel), l'éducation (+14,8%), l'administration et la défense (+10,4%) ; dans tous les autres secteurs la croissance des salaires nets réels se situent entre 5,5% et 9,4% au premier trimestre 2019. Cette croissance rapide des salaires alimente une croissance soutenue de la consommation ; sur la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2019, le volume des ventes du commerce de détail atteint 7,9% en rythme annuel. En revanche, un écart de rémunération de 11,8% persiste entre les hommes et les femmes en Lituanie ; le salaire moyen net mensuel s'établit à 847,6 euros pour les hommes et à 757,8 euros pour les femmes au premier trimestre 2019 d'après les données publiées par l'Office statistique lituanien.

- **Le prix moyen de l'électricité s'établit à 50,6 euros le MWh en Lituanie au premier trimestre 2019, soit une hausse de 11% en g.a.**, Elektrum Lietuva le 29 mai. La hausse des prix de l'électricité en Lituanie est la plus rapide parmi les Etats baltes actuellement ; à titre de comparaison le prix a augmenté de 10% en Lettonie (atteignant 50,6 euros par MWh) et de 1% en Estonie (atteignant 46,3 euros) au premier trimestre 2019.

LEXIQUE

cjo : corrigé des effets
de calendrier

cvs : corrigé des
variations
saisonnnières

g.a. : glissement
annuel

g.t. : glissement
trimestriel

IPC(H) : indice des
prix à la
consommation
(harmonisé)

IPI : indice de la
production industrielle

IPP : indice des prix
à la production

PECO(B) : pays
d'Europe centrale et
orientale (balte)

pb : points de base

pp : points de
pourcentage

volume : à prix réels
(donnée mesurée
aux prix de l'année
précédente chaînés)


PREVISIONS DE LA COMMISSION EUROPEENNE ET NOTATIONS

	Pologne		Hongrie		Rép. tchèque		Slovaquie		Slovénie		Estonie		Lettonie		Lituanie	
PIB (variation N/N-1 en %)*																
2018	5,1		4,9		2,9		4,1		4,5		3,9		4,8		3,4	
2019	4,2		3,7		2,6		3,8		3,1		2,8		3,1		2,7	
2020	3,6		2,8		2,4		3,4		2,8		2,4		2,8		2,4	
Inflation (variation annuelle)*																
2018	1,2		2,9		2,0		2,5		1,9		3,4		2,6		2,5	
2019	1,8		3,2		2,4		2,4		1,8		2,4		2,8		2,1	
2020	2,5		3,2		2,0		2,3		2,1		2,2		2,4		2,1	
Chômage (% population active)																
2018	3,9		3,7		2,2		6,5		5,1		5,7		7,4		6,2	
2019	3,8		3,5		2,2		5,9		4,8		5,7		6,9		6,2	
2020	3,5		3,5		2,3		5,6		4,6		5,7		6,7		6,0	
Solde public (% PIB)																
2018	-0,4		-2,2		0,9		-0,7		0,7		-0,6		-1,0		0,7	
2019	-1,6		-1,8		0,2		-0,5		0,7		-0,3		-0,6		0,3	
2020	-1,4		-1,6		-0,2		-0,6		0,9		-0,5		-0,6		0,0	
Dettes publique brute (% PIB)																
2018	48,9		70,8		32,7		48,9		70,1		8,4		35,9		34,2	
2019	48,2		69,2		31,7		47,3		65,9		8,5		34,5		37,0	
2020	47,4		67,7		31,1		46,0		61,7		8,5		33,5		36,4	
Solde courant (% PIB)																
2018	-0,5		0,5		0,1		-1,1		7,3		1,5		-0,5		0,0	
2019	-1,0		-1,2		-0,5		-0,5		6,7		1,4		-0,2		-0,1	
2020	-1,4		-1,4		-0,6		-0,1		6,1		1,4		-0,2		-0,4	
Notation de la dette souveraine																
Agences	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.
S&P	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A+	Stable	A+	Positive	AA-	Stable	A	Stable	A	Stable
Moody's	A2	Stable	Baa3	Stable	A1	Positive	A2	Positive	Baa1	Positive	A1	Stable	A3	Stable	A3	Stable
Fitch	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A+	Stable	A-	Stable	AA-	Stable	A-	Stable	A-	Positive

* Prévisions du printemps 2019

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Varsovie. (adresser les demandes à varsovie@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Service Économique Régional de Varsovie
Ambassade de France en Pologne

www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/pologne
twitter.com/FranceEcoPoland

Rédigé par Raphaël STANZEL et Cezary TOBOJA, en collaboration avec les services économiques de la région

Validation : Benoît GRESS

Version du 31/05/2019